

## **Point de Suisse(s) ?**

### **Quand Gulliver réinterroge les Helvètes en 2014**

René Levy et Olivier Moeschler

#### **L'image de la Suisse aux yeux de ses habitants**

Lors de l'Expo 64 à Lausanne, un Gulliver géant en carton pâte invitait les visiteuses et visiteurs à répondre à un questionnaire sur leur vision de la Suisse et d'eux-mêmes. L'idée était de les inciter par ce biais à se poser des questions sur leur vie et leur société, et de renforcer cette réflexion par la publication périodique des résultats et de leur évolution. Le questionnaire de Gulliver devint un enjeu politique face au Conseil fédéral qui, après avoir sévèrement censuré le questionnaire à plusieurs reprises, finit par interdire la publication des résultats (voir le chapitre historique pour plus de détails p. XX).

L'enquête « Point de Suisse » reprend, 50 ans après l'Expo 64, le pari de l'enquête Gulliver de confronter les visiteurs à une série de questions qui intéressent la société helvétique du moment. A cet effet, un échantillon représentatif de la population a été prié de répondre à quelques 25 questions qui touchent à un large éventail de préoccupations et représentations concernant la Suisse d'aujourd'hui.

Pour une première analyse des réponses, nous avons choisi une demi-douzaine de sujets qui nous paraissaient particulièrement saillants. Dans les pages qui suivent, nous proposons de les traiter de manière un peu plus détaillée qu'un article de journal ne peut le faire.

Les chiffres révèlent de prime abord un peuple heureux : les trois quarts des personnes se disent « plutôt » ou « très » heureuses – la seconde option est même choisie par 22% des sondés – alors que seuls 6% se disent « plutôt pas » ou même « pas du tout » heureux (et 17% sont indécis ; question H21). Mais derrière ce « bonheur suisse » se dessinent quelques zones d'ombre et des contradictions qui suggèrent que le « malaise helvétique », décrit dès les années 1960, n'est peut-être pas complètement dépassé.

## L'économie et le monde du travail – un socle fiable ?

Nous vivons dans une société marchande où le bien-être de chacune et de chacun dépend fortement de son pouvoir d'achat, donc de son revenu et donc de son insertion dans le monde du travail pendant une grande partie de sa vie adulte. Si la Suisse est un des pays les plus prospères du monde, qu'en est-il de ses habitants ? On sait qu'ils vivent des situations très différentes qui s'étendent de la pauvreté extrême, même malgré une activité rémunérée (*working poors*), jusqu'à une richesse énorme (avec ou sans activité rémunérée).

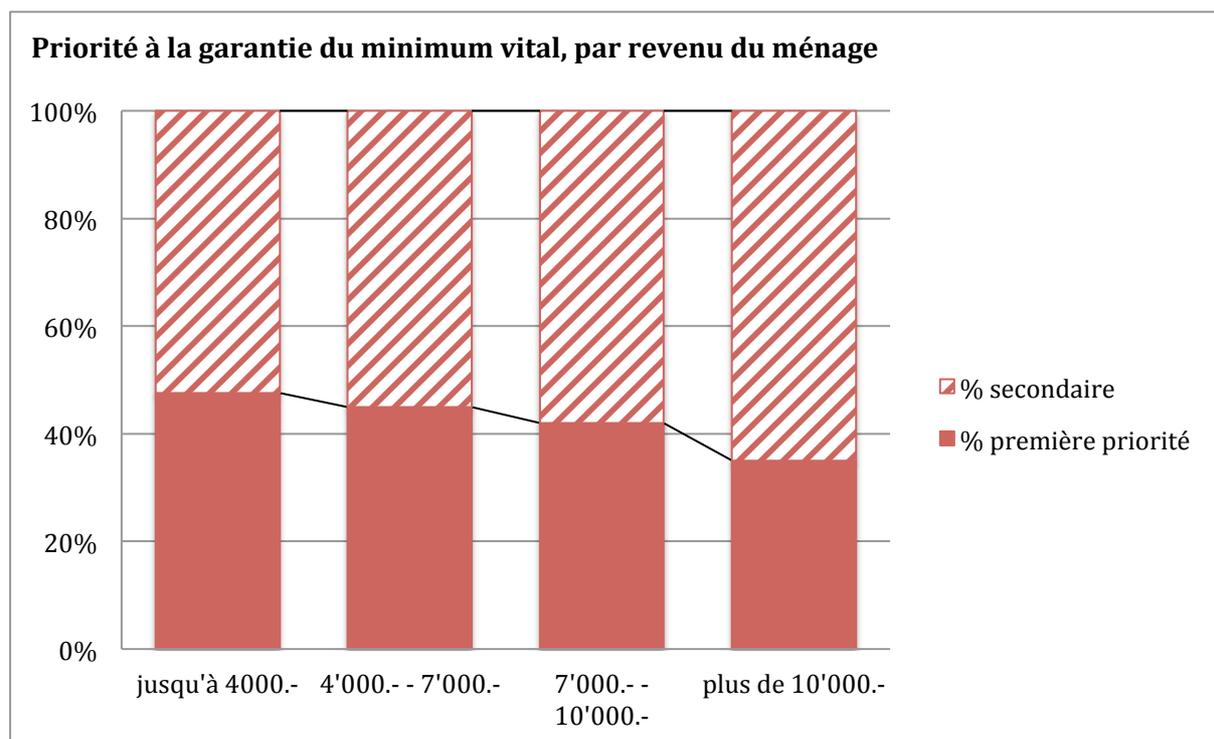
Comment la population suisse voit-elle l'économie et sa propre situation ? Notre questionnaire n'a pas cherché à approfondir particulièrement le sujet des inégalités sociales et la relation entre pratiques et représentations à cet égard. Il permet néanmoins d'en recueillir quelques expressions globales. A la question de savoir quelle est l'importance d'une série de sept tâches de sécurité proposées (H10), la défense militaire du pays est mentionnée en dernière position, la sécurité de l'existence, soit un revenu suffisant, en première. Pas moins de 43% des répondants l'ont citée comme devant être la plus grande priorité du pays, comme si on devait s'inquiéter sérieusement de la possibilité de garantir un minimum existentiel, en tous cas si l'on gagne moins de 10'000 francs, ce qui est le cas de 67% des ménages de nos répondants (D12).

Ce n'est pas vraiment l'expression d'une grande confiance dans la conjoncture et peut-être plus généralement dans l'économie et sa capacité (ou volonté ?) à assurer les besoins des habitants du pays. Et effectivement, la confiance dans l'économie, ou plus exactement dans ses grands représentants institutionnels que sont la financière UBS ou le patronal WEF (le grand industriel ABB s'en tire nettement mieux) ou dans le domaine des nations les USA – cette confiance est étonnamment faible, contrairement notamment au franc suisse ou aux grandes institutions de service public comme les PTT et les CFF ou encore les écoles (H15, H17). D'ailleurs, un tiers (32%) des répondants souhaiterait que le sauvetage de l'UBS en 2008 n'ait jamais eu lieu (H14\_6).

A propos des inégalités sociales, près de la moitié des répondants (44%) penseraient au référendum ou à l'initiative si on baissait davantage les impôts des plus riches (H5\_3 – alors qu'au moins indirectement, c'est souvent ce qui se passe sur le plan politique), et autant (45%) souhaitent un durcissement des sanctions en cas de fraude fiscale (H11\_b). Le soutien à la réintroduction de l'impôt sur les héritages, aboli dans

de nombreux cantons et inexistant sur le plan fédéral, est, lui aussi, considérable : seulement 22% s'opposeraient par initiative ou référendum à une telle démarche (H5\_2).

**Plus le revenu du ménage est bas et plus la couverture du minimum vital paraît prioritaire comme mesure de sécurité en Suisse**



Les opinions sur le monde du travail sont davantage empreintes de confiance. Nous avons déjà vu que l'on accepte assez largement l'idée que les étrangers y sont pour quelque chose dans le succès de la Suisse (70%, H13\_f), mais en même temps, on est nombreux à être d'avis que la compétition fait ressortir le meilleur de l'être humain (69%, H13\_c) et que le dit succès de la Suisse ne relève nullement de l'exploitation de pays pauvres (68%, H13\_e). En accord avec l'attitude méritocratique et individualiste qui semble s'exprimer par ces réponses, la coopération pour le développement ne suscite que peu d'enthousiasme (seuls 30% seraient d'accord avec une augmentation d'impôt si elle était utilisée pour cet objectif, H12\_b).

Il faut ici rappeler qu'à peu près trois quarts des personnes économiquement actives en Suisse travaillent dans des PME qui ne suscitent sans doute pas la même attitude critique que les grandes entreprises, souvent internationales. De plus, la propagation de l'individualisme compétitif et méritocratique (chacun lutte pour soi et est ainsi lui-

ou elle-même responsable de son succès) semble avoir convaincu bon nombre d'habitants. Peut-être faut-il aussi voir en relation avec cette attitude le fait que presque deux tiers (62%, H13\_a) des répondants trouvent qu'une personne au chômage devrait accepter n'importe quel travail, indépendamment de ses qualifications ou d'autres conditions – comme si elle était pleinement responsable de sa situation.

### **La modernité – difficile à digérer ?**

La présence d'un contingent considérable d'étrangers dans la société suisse est une des composantes marquantes de sa situation actuelle qui s'est développée, nous l'avons déjà rappelé, depuis un siècle. Elle fait donc partie de sa modernité contemporaine, avec de multiples changements qui concernent d'autres aspects importants de la vie sociale, comme par exemple la famille, les conditions de cohabitation et plus généralement de vie. Depuis plusieurs décennies, on a vu se développer un individualisme prononcé, qu'il soit recherché ou subi par les personnes concernées.

Cependant, on trouve également des signes qui vont à contre-courant sans être toujours très cohérents entre eux. Ainsi, des sujets d'actualité plutôt récente trouvent une large adhésion, notamment l'aide au suicide et la dépénalisation de l'avortement (H11\_h, \_i), ou encore le principe de la flexibilité de l'âge du départ à la retraite (H13\_d) ainsi que le développement de la formation (H12\_c, H17), tendanciellement aussi la protection de l'environnement (H12\_a). Pourtant, la modernité actuelle n'apparaît pas globalement comme rassurante ; ainsi, la protection des données est, dans une liste de sept préoccupations de sécurité potentielles, la deuxième en priorité, précédant des risques comme un accident nucléaire (H10).

L'attitude de prise en charge proactive de certains éléments de la modernisation récente contraste dans sa sélectivité non seulement avec la réserve concernant les étrangers (comme nous allons le voir), mais aussi avec un corollaire crucial de la modernisation des familles, à savoir l'activité professionnelle des deux parents. Pour ne pas entrer en conflit avec l'engagement familial des deux parents, cette modernisation a besoin de mesures ciblées dont notamment, mais pas exclusivement, le développement de la prise en charge extrafamiliale des enfants. Pourtant, à peine la moitié des répondants accepterait de payer plus d'impôts au profit de l'élargissement de structures d'accueil de ce genre (H12\_f). Pour paraphraser un peu simplement ces

éléments pris ensemble, on accepte des mesures de soutien pour les personnes âgées et handicapés, mais pas pour les familles modernes, d'où émerge l'image d'un « conservatisme à conscience sociale ».

### **L'individu et le collectif : les Suisses face à la Suisse**

Comment l'individu helvétique vit-il son rapport à la collectivité, à l'Etat, à la Suisse ? Les réponses à la question de savoir ce qui fait un « bon Suisse » (H2) suggèrent un certain détachement par rapport aux clichés. On peut sans problème être un bon Suisse et ne parler qu'une seule langue nationale (80% le pensent) ou être naturalisé (80%), ne pas chanter l'hymne national (75%), ne pas faire de service militaire (73%) et, même, se lever seulement à 9 heures du matin (73%), selon la fameuse question de Gulliver (et avec un taux plus élevé qu'à l'époque, avec 60%). On peut aussi l'être – tout juste – en ayant fait de la prison pour un délit mineur (57%) ou en vivant de l'aide sociale (56%). Seul le fait de ne jamais aller voter recueille un taux modeste (36%), signalant ici une norme non seulement politique, mais proprement civique : le « bon Suisse » se mesure dorénavant surtout à l'aune de son engagement citoyen, et le faible taux de ceux qui supprimeraient le droit de vote des femmes – 3% (H4\_3) – permet de penser que les Suissesses sont jugées de la même façon.

D'autres réponses confirment un sens de la collectivité en perte de vitesse face à l'individualisme libéral. Davantage de Suisses estiment que l'abus de l'aide sociale, un fait régulièrement exagéré par la politique et les médias face à son ampleur réelle, doit être puni plus sévèrement que le fait de frauder le fisc (H11) – donc l'Etat, garant de l'intérêt général – un délit pourtant sans doute bien plus répandu et plus coûteux. A la question de savoir par qui ou par quoi l'on se sent soutenu (H20), c'est le réseau proche qui prime : surtout la famille (76%) et les amis (63%), éventuellement le ou la partenaire (55%). La réponse « patrie/Suisse » ne recueille, quant à elle, qu'un tiers des suffrages, tout comme le « travail », devançant les convictions et la foi, enfin les associations, clubs ou loisirs. Fort logiquement, le plus grand parti de Suisse est... celui des sans-partis (D8) : 44% des personnes estiment que leurs besoins ne sont représentés par aucun parti, un taux bien supérieur à celui atteint par le Parti radical-libéral (5%), le PS (10%) et même le double de l'UDC (23%).

Par contre, l'importance du travail comme valeur collective helvétique se confirme. Devrait-on à l'avenir travailler moins de 8 heures par jour (H13\_b) ? A peine la moitié des sondés répond positivement. Et nous avons déjà relevé qu'une majorité (62%, H13\_a) estime qu'une personne au chômage devrait accepter n'importe quel emploi.

### **Le Röstigraben, danger ou chimère – vers un « Polentagraben » ?**

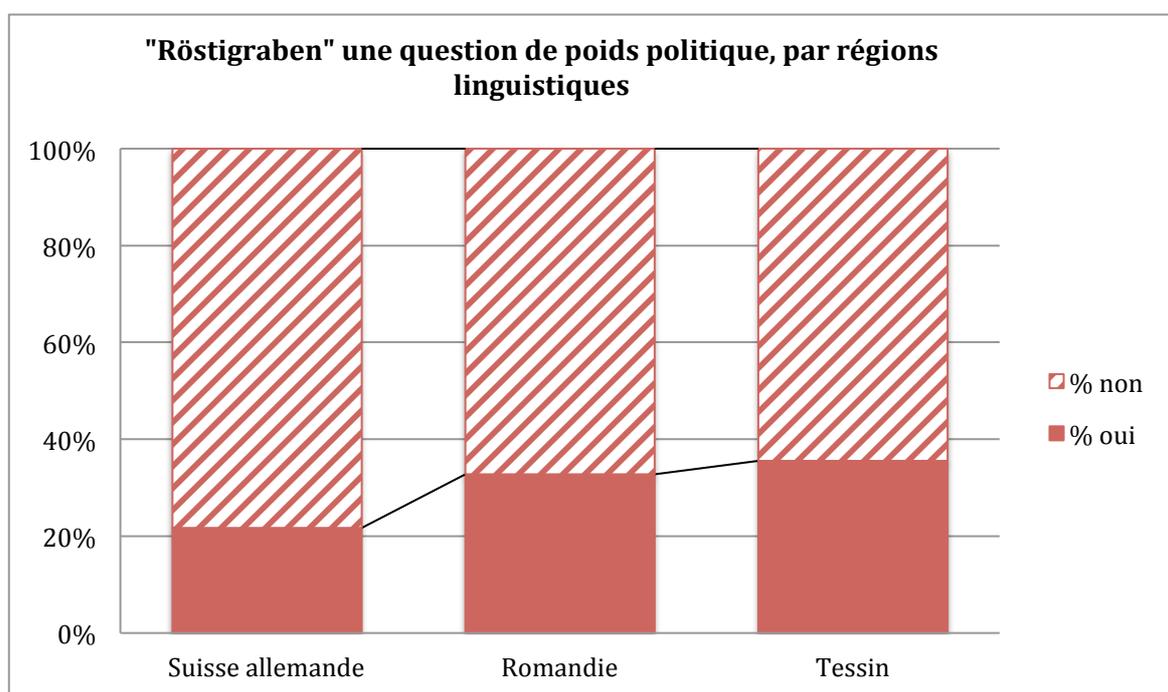
Y a-t-il, en Suisse, un Röstigraben – ou, comme les Romands appellent parfois aussi ce « fossé », une « montagne de röstis » ? Une forte majorité le pense : quand on leur demande ce qu'il faut faire pour le supprimer (H3), seuls 22% estiment que la question n'est pas pertinente vu qu'il n'existe pas ; donc trois quarts (78%) en perçoivent un. Parmi les solutions proposées, la promotion des langues nationales à l'école recueille, en tête, quatre suffrages sur dix. En deuxième position, on trouve la proposition d'accorder plus de poids dans la Confédération aux deux régions latines.

Mais cette idée récolte un soutien nuancé : seulement 22% parmi les Alémaniques, mais environ un tiers chez les Romands et les Tessinois. Introduire une seule langue officielle ou un nouvel hymne national dans les quatre langues du pays ne semble, par contre, pas pertinent à la grande majorité des répondants, ces propositions ne recueillent que quelques pourcents. Aux yeux de la majorité suisse-allemande, le Röstigraben apparaît donc être essentiellement une question de maîtrise de langues alors que pour les minorités latines il s'agit presque autant d'un problème de représentation politique trop inégale.

Les sondés n'ont pas tort, même si le fossé le plus important ne se situe peut être pas là où la question le suggère. Certes, l'opposition stéréotypée de la Suisse alémanique à la Suisse romande, voire à la Suisse latine dans son ensemble, est parfois mobilisée à tort ; elle cache souvent des différences ville-campagne lors de votations. Elle apparaît çà et là dans les réponses. Ainsi, les deux régions latines puniraient plus durement les actes pédophiles ou les déclarations racistes (H11). Les Alémaniques lanceraient plus facilement un référendum ou une initiative que les Romands (et parfois que les Tessinois) contre l'autorisation du clonage humain, l'introduction de la peine de mort, une baisse d'impôts pour les super-riches ou la réduction des jours fériés payés (H5). Cependant, plusieurs questions font plutôt ressortir un autre écart, plus précisément entre le Tessin et le reste de la Suisse – si bien que l'on se demande s'il

ne faudrait pas plutôt parler d'un « Polentagraben » ! Les Tessinois sont en effet nettement moins convaincus que les autres régions qu'être naturalisé, ne maîtriser qu'une seule langue nationale, ne pas chanter l'hymne national ou ne pas faire de service militaire est compatible avec le fait d'être un « bon Suisse » (H2), sans parler de la prison pour de petits délits ou d'être à l'aide sociale. Ils sont par ailleurs aussi particulièrement défavorables à une naturalisation facilitée (H5\_5) et trouvent beaucoup plus souvent qu'un chômeur doit accepter n'importe quel emploi (H13\_a).

**Pour les minorités linguistiques, le Röstigraben est aussi un problème de représentation politique insuffisante**



Au Tessin on aurait un sens de la collectivité (ou de la responsabilité sociale de l'Etat) plus développé puisque ses habitants seraient davantage disposés à payer plus d'impôts pour la prise en charge des aînés ou celle des enfants, pour la formation, pour l'environnement ou, encore, pour la culture (H12). De même, l'ensemble des fonctions assignables à l'école (H17) leur tient particulièrement à cœur, avec notamment 52% des Tessinois qui estiment comme « le plus important » que l'école « étudie et conserve la culture et la tradition », contre seulement 28% en Romandie et 15% en Suisse alémanique. Mais ils tiennent aussi tout particulièrement à la défense nationale et, plus encore, à la protection des frontières (H6\_2, \_3). En même temps, les Tessinois ont le plus confiance envers les CFF ou les PTT, infrastructures et employeurs importants au Tessin (H15).

Comme s'il se sentait délaissé de l'intérieur et menacé de l'extérieur, le Tessin se singularise par une sorte de sur-suisseité, probablement parce qu'il se voit plus exposé aux étrangers, surtout aux frontaliers, et moins écouté à l'interne. Rappelons-le, le Tessin compte de loin la plus grande proportion de frontaliers parmi l'effectif de son économie (avec 25.5%, il devance Genève qui tient la deuxième place avec 19.3% alors que la moyenne suisse est de seulement 5.2%). En outre, il n'y a plus depuis des années de conseiller fédéral tessinois. De même, la faible activité de traduction de documents officiels de la Confédération en français et à plus forte raison en italien est régulièrement déplorée. A ces aspects s'ajoute le fait que les répondants tessinois ont un niveau de revenu plus bas (D12) – la « couverture du minimum vital » y est d'ailleurs jugée comme une tâche importante par 61% des personnes, contre un peu plus de 40% dans les deux autres régions linguistiques (H10\_g). L'on y enregistre par ailleurs une part d'étrangers bien plus importante – seule la moitié des répondants est suisse de naissance, et la part des personnes établies en Suisse depuis plus de 10 ans y est moindre (D6\_a). Autant d'éléments qui sont susceptibles d'expliquer ce « fossé » entre le Tessin et le reste de la Suisse – qui est d'ailleurs étonnamment peu thématiquement au nord du Gothard.

Un autre aspect semble par contre à nouveau réunir les trois régions linguistiques : ce en quoi la Suisse est un modèle pour l'étranger (H1). Dans une consonance qu'aucune différence significative ne vient troubler, Alémaniques, Romands et Tessinois voient la Suisse comme un « exemple pour les autres nations » à plusieurs égards, dans cet ordre : la démocratie, la neutralité, le plurilinguisme, la propreté mais aussi la richesse, les transports publics ou encore la compétitivité et l'innovation suisses. Les taux quasi plébiscitaires (entre trois quarts et 90% des sondés) rappellent que, outre de qualités, il s'agit la plupart du temps aussi des stéréotypes les plus courants associés *urbi et orbi* à l'image de la Suisse et des Suisses.

### **L'étranger et les étrangers – étrange...**

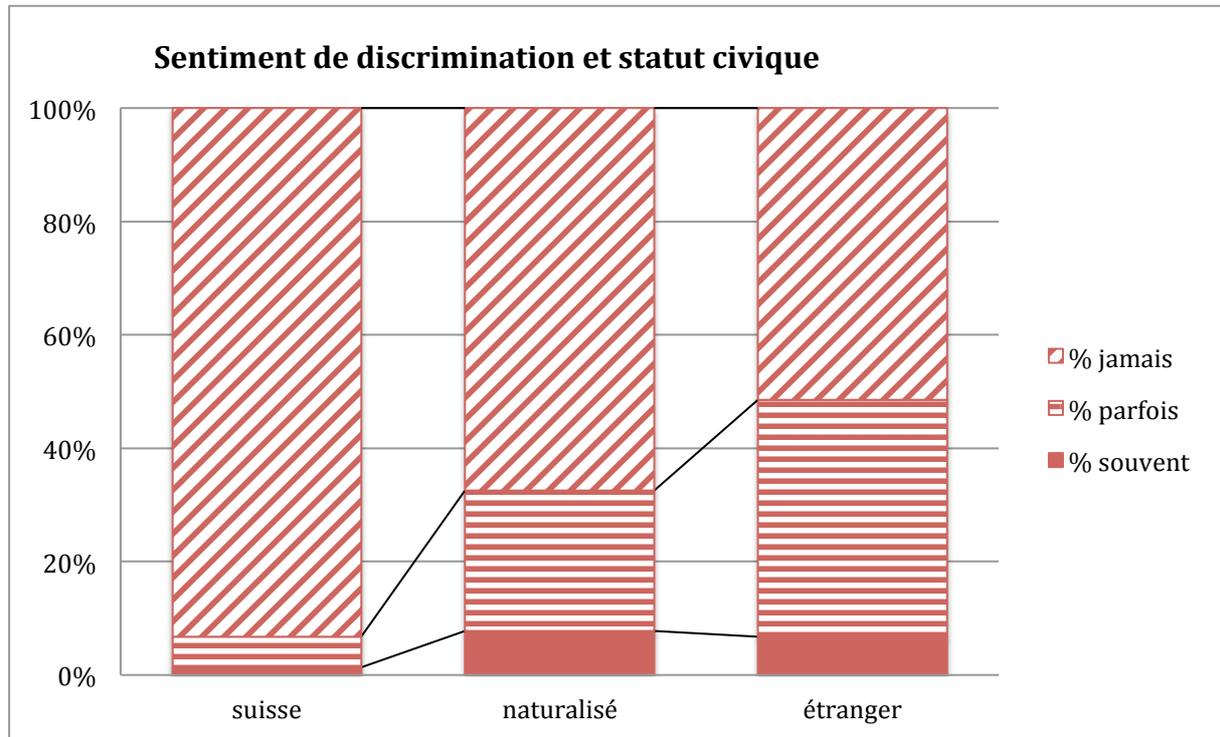
Deux constats ressortent des réponses concernant d'une manière ou d'une autre les étrangers au sens large. D'une part, une grande méfiance est palpable ainsi qu'une grande réticence par rapport aux gestes de solidarité à leur égard : seulement entre 25% et 42% de la population accorderaient le droit de vote à des étrangers qui vivent depuis au moins cinq ans en Suisse en y payant leurs impôts, accueilleraient tempo-

rairement un réfugié ou trouveraient même normal que la Confédération puisse obliger les communes à héberger un centre pour requérants d'asile sans les consulter (question H9). A peine 20% accepteraient avec une augmentation d'impôts qui financerait des programmes d'intégration pour les étrangers (H12\_d), et 33% se serviraient même de l'initiative ou du référendum contre des tentatives de faciliter les conditions de la naturalisation (H5\_5).

Au vu des dernières votations, cette réserve ne surprend guère, malgré les 29% qui supprimeraient l'initiative sur l'« immigration de masse » s'ils en avaient le pouvoir (H4\_7). Ceci sans parler de l'islam et des musulmans qui font l'objet d'une méfiance bien plus prononcée encore, tout en faisant partie du même ensemble d'attitudes (H16) : l'islam opprimerait les femmes et remporterait (exigerait ?) une adhésion plus sérieuse que le christianisme, le Coran serait moins tolérant que la Bible, l'islam serait peu compatible avec la démocratie et ne mériterait pas d'être officiellement reconnu par l'Etat, les islamistes se tromperaient dans leur critique de l'Occident... On peut ajouter à cette énumération que l'aide au développement fait l'objet d'une réticence très semblable (H12). Ces différentes pièces d'opinion forment un puzzle assez cohérent. On peut considérer qu'ils expriment ensemble une dimension d'attitudes qui s'étend, selon qu'on accepte ou qu'on refuse une affirmation, du refus catégorique (xénophobie) jusqu'à l'accueil favorable (xénophilie).

D'autre part, l'idée que les étrangers contribuent de manière importante au succès de la Suisse est assez largement acceptée (70%, H13\_f). Pense-t-on à d'autres étrangers que ceux qui suscitent la méfiance exprimée ? Trouve-t-on – on se souvient de la critique de Max Frisch – que leur travail est utile, mais qu'en tant que personnes, ils et elles n'ont rien à faire en Suisse ? En tous cas, ce sont bien davantage les étrangers (49%) que les Suisses (7%) qui se sentent « parfois » ou même « souvent » discriminés en raison de leur origine ou de leur couleur de la peau (H19\_d).

## Le sentiment de discrimination en raison de l'origine ou de la couleur de la peau augmente avec la distance à la nationalité suisse



Vu par le prisme de la démographie, cette réserve face aux étrangers – pour ne pas utiliser de mots plus forts – contraste de manière évidente avec le fait que la Suisse est un pays d'immigration, et ce depuis longtemps : une bonne moitié des sondés a des origines étrangères relativement proches, car pas plus 47% indiquent que leurs quatre grands-parents sont ou étaient Suisses (D7). Une bonne moitié a donc au moins un grand-parent d'origine étrangère et pour presque un quart (23%) les quatre ont immigré. En effet, une forte immigration – affaiblie seulement passagèrement par les deux guerres mondiales – caractérise la Suisse depuis le début du XXe siècle, donc depuis un siècle déjà. Pourtant, elle ne trouve que peu de place dans l'image que la collectivité de ses habitants a d'elle-même, surtout celle qui n'est pas d'immigration récente (D6\_b).

### L'art et la culture : je t'aime moi non plus

Fait étonnant, seul un tiers des Suisses ne voudrait en aucun cas être artiste de profession (H14\_e) – 66% pourraient se l'imaginer, un score dépassé seulement par le métier d'enseignant (71%) mais qui avoisine aussi celui de policier (62%). En accord

avec la relative féminisation du monde de l'art et des publics culturels souvent relevée, les femmes sont légèrement plus attirées par le métier d'artiste que les hommes. Les Suisses ne sont pas pour autant culturophiles sans bornes : trois quarts d'entre eux ne seraient pas d'accord de payer plus d'impôts si le surplus était versé à la culture (H12), alors qu'il seraient largement prêts à le faire pour les aînés, les personnes handicapées ou, aussi, la formation.

Mais quelle est donc l'image qu'ont les Suisses de l'art, à quoi sert-il selon eux ? A cette question (H18), les fonctions classiques d'« embellir le monde » (59%) et de « divertissement et évasion » (56% – les jeunes le pensent davantage que les aînés) recueillent le plus de suffrages. Des parts également importantes de répondants estiment que l'art sert à « encourager l'économie créative » mais aussi à « stimuler la connaissance et la réflexion » (nettement davantage ceux aux niveaux de formation élevés, et un peu plus les femmes) ou, encore, à « créer du lien social ». Moins de sondés estiment que l'art doit « stimuler l'expérimentation et l'innovation » (un tiers, et un peu plus chez les femmes), ou même « susciter la subversion et la critique », coché tout de même par un cinquième de la population (un peu plus au niveau de formation tertiaire et auprès des jeunes). Il existe aussi des différences régionales : si la Suisse alémanique pense nettement plus à l'économie créative, les deux régions latines mettent l'accent sur l'art comme « connaissance et réflexion » et comme « expérimentation et innovation ».

La réponse qui dit que l'art ne sert « à rien » pouvait renvoyer aussi bien à la « gratuité » intrinsèque à l'art – sa fonction est, précisément, de ne servir à rien – qu'à un réel reproche : « c'est inutile ! ». Elle a été choisie par un peu moins d'un Suisse sur dix (un peu plus en Suisse alémanique, chez les hommes et aux niveaux de formation modestes). Le fait que ce sont surtout ces personnes qui refusent également d'attribuer une part supplémentaire de leurs impôts à la culture (H12) suggère que c'est ici bien le second sens, péjoratif, qui a été exprimé.

### **1964 - 2014 : qu'est-ce qui a changé ?**

A première vue, tout semble séparer la Suisse de l'Expo 64 et celle d'aujourd'hui. A l'euphorie et à l'optimisme d'antan s'est substitué le pessimisme postmoderne. A la croissance et à la « surchauffe » des Trente glorieuses (1945-1975), la crise, la crois-

sance zéro, voire la décroissance. Au jeunisme naissant, une société vieillissante. A l'impression que tout est à faire – « Croire et créer » était le slogan de l'Expo 64 – l'impression que tout a déjà été dit et fait. A l'idée que « ce sera mieux après », le sentiment que « c'était mieux avant ». Aux premières autoroutes suisses, le réseau globalisé d'Internet. Au trop-plein de normes à contester et à renverser, le manque et la quête de repères rassurants. A la désinformation et à la censure, la surinformation et la nécessité de protéger les données. A la méfiance devant la mécanisation, mise en spectacle par les machines sans sens ou même qui s'autodétruisent comme chez Tinguely, une technologie omniprésente jusqu'à en devenir invisible.

La présente enquête n'y fait d'ailleurs pas exception. Si Gulliver était – certes, déjà avec l'aide d'un gros ordinateur IBM – mis en scène sur la place publique, le « *reenactement* » 2014 de l'enquête se déroule surtout online, dans l'espace virtuel d'Internet, et sa diffusion dans l'espace médiatique. L'inversion va également dans l'autre sens : aux résultats de 1964, interdits de publication et de ce fait perdus à jamais, succèdent ceux de 2014 qui font le bonheur des médias et y font débat. Et de façon plus inattendue, sorte de « juste retour des choses » : alors que l'enquête Gulliver a été censurée et avortée par les autorités, le sondage actuel – 100% libre, limité tout au plus par l'autocensure de ses auteurs – se fait passer pour officiel, se déguise en consultation formelle de la population. Dans les deux cas, une collaboration entre artistes et scientifiques, avec un même objectif : susciter une réflexion des Suisses sur eux-mêmes.

Du projet de 1964, seuls subsistent deux séries de résultats, restés officieuse pour l'une et confidentielle pour l'autre. A la mi-Expo, Charles Apothéloz compile les pourcentages intermédiaires de son enquête Gulliver (sur les 134'255 questionnaires remplis au 15 juin 1964) en vue d'une publication – elle ne verra jamais le jour, mais le document est aujourd'hui consultable aux archives<sup>1</sup>. Avant l'Expo, une pré-enquête à large échelle avait été menée. Les 1240 questionnaires remplis, d'un échantillon représentatif, ont été remis à l'époque à des collègues français : un livre en est

---

<sup>1</sup> AVL Archives de la ville de Lausanne, Fonds privé Charles Apothéloz, P220, carton 27. Scanné, le document existe aussi sur internet : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Exposition\\_nationale\\_suisse\\_de\\_1964](http://fr.wikipedia.org/wiki/Exposition_nationale_suisse_de_1964).

sorti en 1966, mais n'a pour ainsi dire pas eu d'écho<sup>2</sup>. Ces documents permettent de faire quelques comparaisons, à 50 ans d'écart.

L'enquête 2014 a révélé des différences finalement peu nombreuses et plutôt faibles selon la plupart des variables de profil des répondants (âge, sexe, formation etc.). Globalement, à l'exception de quelques sujets comme la sympathie partisane, l'ouverture ou la fermeture envers les étrangers, l'image du « bon Suisse », c'est une image relativement unanime qu'a dégagé l'enquête, probablement parce que les questions choisies renvoient le plus souvent à une réalité assez générale et, partant, à une culture partagée par tous – ceci à l'exception partielle des régions linguistiques, dont nous avons déjà discuté les différences, parfois plus flagrantes. Également représentative, la pré-enquête de 1962, elle, n'avait pas permis de trouver des différences régionales notables, mais avant tout des clivages selon les classes sociales (Boltanski, 1966 : 17), confirmant pour son auteur la primauté du système économique moderne sur les différences plus « anciennes » (comme les régions). Notre analyse a cependant aussi montré que l'écart « régional » du Tessin découle bel et bien de facteurs plus profonds, qu'il s'agisse du système politique (manque d'écoute à « Berne ») ou économique, notamment la forte dépendance étrangère de l'économie de ce canton.

A plusieurs égards, l'enquête 2014 révèle un changement des mentalités. Par rapport aux chiffres intermédiaires de Gulliver à la mi-juin 1964, les résultats actuels montrent une décontraction plus grande sur les critères pour être un « bon Suisse » (H2). C'est encore plus le cas si l'on prend pour une fois non pas l'enquête représentative discutée ici, mais celle volontaire et ouverte à tous menée sur le web : non représentatif, son échantillon a du coup des biais similaires à celui de l'Expo (des individus plus urbains, plus jeunes, mieux formés et aussi plus intéressés et engagés politiquement)<sup>3</sup>. Si 77% des visiteurs de l'Expo estimaient que l'on peut être un « bon Suisse » et naturalisé, 91% le pensent dans l'échantillon « web » de 2014. Pour le fameux « se lever à 9h du matin », on passe de 60% à 87%. Enfin, 47% estimaient en 1964 que « ne pas être un bon soldat » était compatible, ils sont même 86% en 2014 à penser que « ne pas faire de service militaire » n'est pas un problème. Seule exception,

---

<sup>2</sup> Luc Boltanski, *Le bonheur suisse*, Paris : Ed. de Minuit, 1966. On peut ajouter que plus récemment, une partie des questionnaires remplis de l'enquête exploitée par Boltanski a été retrouvée et est désormais à la disposition des chercheurs.

<sup>3</sup> Les résultats de l'enquête ouverte et non-représentative sont disponibles sous : <http://www.pointdesuisse.ch/fr/resultat/>.

ne jamais aller voter était en 1964 et reste en 2014 une marque de « mauvais Suisse » à peu de différence près (de 22% à 27%). Cette évolution des opinions pourrait d'ailleurs elle aussi être expliquée par la modification du système économique : il demande aujourd'hui à ses employés d'être flexibles, indépendants, « critiques », voire « créatifs ».

Pour le reste, ce sont les différences dans le questionnement même en 1964 et en 2014 qui frappent. La problématique des étrangers n'apparaît ni dans l'enquête Gulliver ni dans la pré-enquête, alors qu'elle occupe une place centrale dans le questionnaire (et dans les résultats) de 2014. Le fossé entre régions linguistiques n'est jamais thématiqué en 1964, alors qu'il l'est aujourd'hui. La peur de la technologie et de l'automatisation, importante en 1964, a fait place à une méfiance envers l'économie, qui était une valeur sûre il y a cinquante ans. Et le communisme, thématiqué à l'Expo, s'efface en 2014 pour faire place à l'islam, sorte de nouvelle menace ou inconnue.

### **Quelles conclusions peut-on tirer de tout cela ?**

Malgré toutes les différences, il y a aussi des permanences, des thèmes qui restent et qui renvoient, probablement, à des problèmes et à des tendances de fond, et peut-être aussi des impossibilités de trouver des solutions politiques suffisamment consensuelles. Ainsi, certains sujets restent aussi controversés en 2014 qu'en 1964: la relation avec l'Union européenne en construction, celle avec l'étranger et à l'étranger, la modernisation de la famille, les changements de la vie en société plus généralement, et sans doute d'autres encore, non couverts par notre questionnaire. Si on constate, de plus, une tendance à la méfiance à l'égard des multinationales, de l'industrie financière, et plus généralement de l'économie internationale, elle est nettement moindre à l'égard des institutions suisses – il s'agit là très probablement d'un scepticisme croissant face à la globalisation, qui n'était pas encore à l'ordre du jour en 1964.

Au final, on aperçoit des potentiels de conflit entre la population et les acteurs politiques sur une série de sujets où "le politique" est peu enclin à prendre des décisions importantes alors qu'elles seraient les bienvenues au sein de la population, avant tout sur les questions suivantes qui ressortent directement de notre enquête:

- l'âge flexible de la retraite, encore rarement abordé au niveau des changements institutionnels qu'il exigerait

- la fiscalité des riches, y compris en matière de successions (près de la moitié des sondés sont opposés aux cadeaux fiscaux aux riches alors que de tels cadeaux sont faits à longueur d'année, même si c'est souvent de manière indirecte - et quatre cinquièmes sont favorables – ou en tous cas pas défavorables – à un impôt sur les successions)

- l'aide au suicide en fin de vie contre laquelle des résistances fortes, souvent aux relents corporatistes, se font entendre

- l'acuité du problème de la présence d'étrangers au Tessin qui reste largement ignorée par le reste du pays

Les trois premiers sujets attirent un consentement assez généralisé, la population semble mûre pour accepter qu'ils soient traités avec une certaine énergie politique - ce que « le » politique ne semble pas pressée de faire. Le quatrième appelle également une prise au sérieux, mais souffre sans doute de la situation minoritaire du Tessin dans le pays.

Pour terminer, rappelons que beaucoup d'autres sujets ont été abordés par le questionnaire qu'il prendrait trop de place à commenter ici. Nous encourageons lectrices et lecteurs à consulter les résultats détaillés sur le site web du projet : [www.pointdesuisse.ch](http://www.pointdesuisse.ch).